Compte rendu du Conseil d'administration de l'EWETA
14 DECEMBRE 2010

Présent(e)s :

Nadine Moreau, Florence Prignon, Stéphane Emmanuelidis, Guy Niset, Eric Chardon, Francis Lorenzonetto, Baudouin Piret, Paul De Groote, Ladislav Nagant, Bernard Van Sandwyck, Jean-Pierre Masse, Jean-Marie Noël, Eric Chardon, Hugues Procureur, Jean-François De Clercq, Dany Simon et Patrick Godart

Excusé(e)s :

Danielle Elias, Luc Trepagne, Jean-Louis Marchant, Philippe Manset et Dany Drion

Procurations : Bernard Theny, Béatrice Delperdange, Marc kill, Michel Carpenne, Laurent Breyne, Danielle Elias, Dany Drion, Yves Michel, Luc Trepagne et Henri Ercicum

Rédactrices : Elisabeth Habimana et Sognia Angelozzi

Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 19 octobre 2010

Le procès-verbal du conseil d'administration du 19 octobre est adopté à l'unanimité des administrateurs présents et représentés.

Situation financière EWETA-ODETA au 30/11/2010 et [budget EWETA 2011](#)

Le trésorier expose les comptes : le résultat escompté à l'EWETA pour l'année 2010 est un bénéfice de +/- 2.000€. Pour ce qui est du budget 2011, actuellement il affiche un boni de 13.459 €. Il faut noter que le budget initial 2010 prévoyait un résultat à l'équilibre.

Toutefois le trésorier attire l'attention sur certains éléments récents qui menacent ce budget 2011 :

L'AWIPH a rappelé au Fonds de sécurité d'Existence Wallon les règles régissant la dotation accordée annuellement au dit Fonds.

A savoir, le financement prioritaire des prépensions et de la prime syndicale et seulement en cas de solde positif, la dotation peut servir au financement des formations. Or, il se fait que le financement des formations se fait automatiquement malgré le déficit du Fonds. Si le Fonds est amené à appliquer strictement cet AGW, l'EWETA ne pourra plus dès lors inscrire la partie du budget formations qui lui revient dans ses comptes afin de l'affecter elle-même à l'organisation de ses formations pour les travailleurs des ETA ;

Les formations revendiquées par les employeurs dans le cadre des accords du NM (voir plus au point 4) pourraient avoir un impact, ici positif, dans le budget ;

Il en est de même pour les différents projets budgétisés (Image ou les Programmes européens Progress et Léonardo), l'EWETA n'a pas encore reçu d'accord définitif ;

Les comptes d'ODETA sont déficitaires et donc l'ODETA risque de ne pas pouvoir honorer ses factures à l'EWETA (pour l'année 2010 le résultat ODETA estimé à ce jour est une perte de 8.410€, le budget 2011 prévoit une perte plus importante : 18.400€).

Tenant compte de ces rentrées hypothétiques, le résultat pourrait donner un mali de 22.000€

Pour répondre à l'inquiétude d'un administrateur face à cette présentation du budget à venir, il est précisé que les partenaires sociaux dudit Fonds veillent ensemble à ce que le budget formations reste récurrent et vont envisager toutes les démarches possibles pour maintenir ce budget. Pour ce qui est du projet Image pour la réalisation de brochures à hauteur de 8.500 €, nous savons que la décision vient d'être acceptée par le Gouvernement wallon.

A l'avenir, afin de faire avaliser le budget de l'année suivante plus tôt dans le temps, le trésorier demande que l'on puisse adapter nos statuts et prévoir une Assemblée générale statutaire en fin d'année ou début d'année en plus de celle habituellement organisée en juin.

Mandats EWETA : le point sur tous les mandats internes et externes

Lors du CA du 24/8/2010, il a été demandé de faire le point sur les différents mandats exercés par les représentants de l'EWETA. Un document récapitulatif de ceux-ci a été joint à la convocation de ce CA. Pour

rappel, l'EWETA siège au niveau de :

- Comité de gestion - CG AWIPH
- Conseil d'avis pour l'éducation, la formation et l'emploi - CEFE AWIPH
- CWES Conseil Wallon de l'Economie sociale
- CWPH (Commission Wallonne des Personnes Handicapées)
- UNIPSO (anciennement UFENM) Confédération patronale intersectorielle et pluraliste des Entreprises à Profit Social
- UNISOC (anciennement CENM) Organisation patronale fédérale des secteurs à profit social en Belgique
- ELITES DU TRAVAIL
- SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises)
- CONCERTES (Organisation représentative des entreprises d'économie sociale)
- COMMISSION PARITAIRE 327
- SOUS-COMMISSION PARITAIRE 327.03
- FSEW (Fonds de Sécurité d'Existence pour les Entreprises de Travail Adapté subsidiées par la Région Wallonne)
- FSPEETA (Fonds Social pour la Promotion de l'Emploi dans les Entreprises de Travail Adapté)

Entérinement de la décision sur le mandat à l'UNIPSO :

Ce point a été reporté du CA du 24 août car le quorum n'était pas atteint. Le CA du 14 décembre marque son accord pour le mandat de Sognia Angelozzi à l'UNIPSO

Candidature au poste de président et vice-président des Fonds :

Le bureau de l'EWETA réuni le 8 décembre dernier a proposé que les mandats de Présidence au Fonds Maribel social et de Vice-présidence au FSEW soient exercés par la directrice de l'EWETA, Sognia Angelozzi. Le CA approuve sa candidature à ces fonctions.

Dossiers en cours :

Accords Non Marchand : point de la situation et proposition du Bureau du 8 décembre

Les Accords du non-marchand 2010-2012 prévoient une enveloppe de 4.500.000 € dont la répartition finale convenue est d'environ 3.200.000 € pour la revendication des organisations syndicales à savoir une prime de fin d'année additionnelle, forfaitaire et linéaire à tous les travailleurs du secteur Non Marchand.

Un montant de 550.000 € est réservé au financement des heures inconfortables pour les autres secteurs du NM dans le cadre de précédent accord NM et 750.000 € seront destinés à la revendication patronale pour la formation des travailleurs.

Les partenaires sociaux ont marqué leur accord pour cette répartition, mais le banc patronal a émis comme préalable à toute signature qu'un accord soit trouvé sur le financement de l'ancienneté des emplois APE, revendication patronale externe aux accords du non marchand. Le gouvernement n'ayant pas répondu aux attentes du banc patronal, les accords du non-marchand 2010-2012 sont en suspens. La prochaine rencontre est prévue pour le 21 décembre (entretemps, cette réunion a été annulée et remise sine die).

Les administrateurs s'interrogent sur l'aspect fiscal de la prime additionnelle (sera-t-elle soumise à l'impôt et au précompte ou pas) ainsi que sur le montant de cette prime. La question sur l'imposition de la prime sera relayée à l'UNIPSO. Quant au montant de la prime individuelle ainsi que les modalités de paiement de cette prime, ils seront négociés au niveau sectoriel, c'est-à-dire en sous-commission paritaire 327.03. Elle devrait être applicable à partir de 2010.

Le principe qui sera défendu par l'EWETA est que le budget qui sera consacré à notre secteur puisse financer à 100% et pour tout le personnel (subsidé ou pas) cette prime forfaitaire additionnelle aux avantages déjà octroyés. Il faudra dès lors éviter que les règles habituelles de subvention sur salaire de l'AWIPH soit appliquée sur cette prime notamment en transférant l'application de cette mesure au FSEW.

En ce qui concerne l'enveloppe patronale pour les formations, les organisations syndicales demandent un plan de formation pluriannuel concerté avec les organisations syndicales au niveau de l'entreprise avec une priorité accordée à la formation qualifiante et qu'une attention particulière soit consacrée au remplacement du travailleur en formation. Le banc patronal ne veut pas d'ingérence. Les prérogatives d'un conseil d'entreprise est d'être informé et d'émettre un avis pas d'organiser les formations. Ici, l'EWETA veillera à ne pas accepter une démarche paritaire pour l'organisation des formations et à ce que le budget consacré puisse être géré directement par les fédérations d'employeurs.

Plan de relance :

Sur l'état d'avancement des différents axes du Plan de relance, rien de particulier n'est signalé à ce stade. Par rapport à l'appel à projets dont 5 projets ont été retenus par l'AWIPH, pour certains de ces projets, l'argent a déjà été versé par l'AWIPH. Chaque porteur de projet doit se rendre à l'AWIPH pour signer une convention afin que le montant qui lui est destiné soit liquidé.

Quotas ETA : proposition de révision du mécanisme

Les nouveaux quotas de personnel de production (2011) ont été soumis à l'approbation du conseil d'avis de l'AWIPH. Les représentants de l'EWETA dans cette instance ont renouvelé la demande de levée du quota individuel par ETA vu que le système tel que d'application ne permet pas que l'ensemble des places subsidiées selon l'AGW soient remplies. En effet le système de quota par ETA accorde un maximum d'emploi à chaque ETA, certaines ETA n'atteignent pas le maximum qui leur est accordé alors que d'autres ETA qui sont en dépassement de quota sont obligées de financer ces emplois supplémentaires en fonds propre. La demande de l'EWETA est que seul le quota global soit d'application, que tout emploi créé puisse être subsidié et que le mécanisme de plafonnement par ETA ne soit engrangé que lorsque le quota total atteint un certain seuil (exemple 95%). Le conseil d'avis a semblé ouvert à une discussion sur le sujet. Il sera donc proposé au comité de gestion de l'AWIPH d'avoir un groupe de travail sur le sujet.

Le conseil d'avis a également demandé que le quota d'emplois réservé à l'ETA Samera puisse être encore conservé car les membres ont appris que l'AWIPH avait supprimé ceux-ci pour les remettre dans le quota global. L'objectif de départ de pouvoir réengager les ex-travailleurs de cette ETA pouvant ainsi être poursuivi. (Entretemps, le CG de l'AWIPH s'est réuni et a effectivement décidé de « geler » 20 places qui seront réattribuées aux ETA qui engagent ces ex-travailleurs)

Formations AWIPH : compte-rendu de la rencontre du 7 décembre avec l'AWIPH :

Depuis le démarrage de l'organisation des formations par l'AWIPH, il s'est posé pas mal de problèmes. Par exemple, les employeurs favorisent des inscriptions groupées de leurs travailleurs en formation tandis que le responsable AWIPH, Mr Copée veut privilégier l'aspect mixité des travailleurs sans trop se préoccuper de la difficulté logistique, (covoiturages, etc.). Pour 2011, il y a eu un appel d'offre et un catalogue complet a été élaboré, mais les thèmes retenus ne sont pas toujours ceux dont les ETAs sont les plus demandeuses, les besoins des ETA ont évolué et l'équipe actuelle au niveau de l'AWIPH semble ne pas comprendre.

L'organisation des formations au niveau de l'AWIPH a depuis lors été confiée à Monsieur Gerckens, inspecteur général f.f. qui a reçu les représentants de l'EWETA. Il a semblé plus ouvert à l'idée d'organiser les formations du personnel en tenant compte des demandes des ETAs, notamment en ce qui concerne les formations à la carte. Il nous a informés que cette souplesse est déjà accordée aux CFP pour lesquelles l'AWIPH finance des formations même lorsqu'elles sont organisées en interne par le CFP tout en appliquant un plafond d'intervention. Mr Gerckens semble favorable à nos demandes tout en respectant les exigences de l'AGW. Il compte convoquer le GT Formation au mois de janvier afin de décider paritairement des orientations à prendre.

Limitation du subside à 75 % et méthode d'analyse SWOT : proposition du bureau du 8 décembre :

3 ETAs se sont portées candidates pour tester la méthode SWOT. Le bureau de l'EWETA a proposé que les ETAs communiquent leurs résultats à l'EWETA qui se chargera de les transmettre à l'AWIPH avec les recommandations de la fédération, à savoir, redistribution de ces subsides aux ETA concernées par cette perte et celles qui continueront à employer ces personnes les plus lourdement handicapées.

Le tableau de récupération des subsides par ETA ainsi que le nombre de travailleurs concernés est joint au présent PV.

L'EWETA a rencontré ses fédérations homologues (VLAB et FEBRAP) pour débattre de la question du règlement européen imposant cette limitation, les aides d'Etat. Elles comptent faire appel à des experts pour savoir si aucune voie de recours ou aucune autre dérogation n'est possible pour le secteur car ce règlement européen met en péril l'emploi des personnes les plus lourdement handicapées. Ceci d'autant plus qu'en Belgique, contrairement à plusieurs autres pays européens, les travailleurs en ETA sont tous payés au RMMM. L'AWIPH a quant à elle repoussé la date de mise en conformité qu'elle prévoyait initialement pour le 1er janvier 2011 au 1er janvier 2012.

FSEW : le point sur son refinancement et conséquences sur le budget formations :

La Ministre Tillieux a accordé un refinancement au Fonds à hauteur de son déficit cumulé au 31 décembre 2010, soit une somme de 834.000 €. Pour l'avenir, le Fonds est appelé à gérer au mieux ses dépenses, notamment il lui a été rappelé que les formations ne constituent pas l'objectif premier du financement AWIPH et qu'elles ne peuvent être financées qu'en cas de solde positif. Ce qui n'est ici pas le cas. Les partenaires sociaux

envisagent d'entreprendre une démarche vis-à-vis de l'AWIPH et de la Ministre afin de conserver un financement pour l'organisation des formations.

Efforts de formations : suivi au niveau du CNT sur la situation 2009 pour le secteur des ETA. Le secteur des ETA est toujours sur la liste noire pour les efforts de formations de 2009. Les arguments en notre faveur conjointement rédigés par le banc patronal et les organisations syndicales ont été transmis à nos représentants au CNT, l'UNISOC et nous attendons la dernière décision du prochain bureau du CNT prévu le 20 décembre. En cas de refus du CNT de rencontrer nos arguments, la sanction prévue est une cotisation patronale spéciale de 0.05% pour le fonds des congé-éducation payé.

Divers

- Les Elites du travail :
La cérémonie de remise de médailles de mérite au travail est prévue pour le dimanche 27 mars 2011 matin à Bruxelles. 6 ETAs wallonnes ont déposé des dossiers pour 11 travailleurs au total. Il s'agit de : Entraide par le travail d'Enghien, Jean Regniers, St Vincent, La Lorraine, l'Atelier et l'Atelier 2000.
- Proposition de calendrier des réunions EWETA 2011 : Le calendrier de réunions proposé est admis sans commentaire. Celui-ci est visible également sur le site internet de l'EWETA.
- Relations avec l'AWIPH : Mr Niset souhaite attirer l'attention du CA sur le fait que parallèlement aux différentes consultations que pratique l'AWIPH vis-à-vis des représentants du secteur, des décisions et des initiatives sont prises au niveau du comité de direction de l'AWIPH sans nécessairement passer par l'aval des instances compétentes, à savoir le conseil d'avis et le comité de gestion. Notamment en ce qui concerne la révision de la grille de perte de rendement et de la limitation des subsides à 75% qui s'y rapporte, l'AWIPH a déjà demandé aux médecins du travail au niveau des BR de prévoir des catégories à partir de 20%.
Le CA propose que l'EWETA adresse un courrier à l'AWIPH pour demander des suites par rapport au groupe de travail ad hoc.
- Rencontre EA Françaises et ETA wallonnes : à l'initiative de Concertes une rencontre sera organisée entre les structures françaises et wallonnes sur la question des marchés publics.

Fait à Couillet, le 23 décembre 2010,
S. Emmanuelidis, Président
S. Angelozzi, Directrice

[retour au sommaire des PV](#)